



SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE

Comprendre, agir, avancer

Réunion publique • 18 septembre 2026

Ce qui s'est passé • ce que nous avons fait • où nous en sommes • ce qu'il reste à faire • où nous allons

Pourquoi cette réunion ?

Rendre compte à la population du travail engagé depuis l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2026

D'où l'on part !

À la suite des difficultés rencontrées lors de l'adoption du budget 2026, la Chambre régionale des comptes a été saisie et le budget a été arrêté par le Préfet le 30 juillet 2026. Nous nous étions engagé à rendre compte de la situation.

Notre objectif ce soir

Vous expliquer simplement ce qui s'est passé, ce que nous avons fait depuis l'été, où nous en sommes réellement et comment nous préparons la suite.

Le fil de la présentation, en cinq temps



D'où l'on part



Ce que nous avons fait



Où nous en sommes



Ce qu'il reste à faire



Où nous allons

Ce qui s'est passé, simplement

Lors de la prise en main des comptes, le conseil municipal a découvert des factures impayées, dont l'existence même n'avait pas été signalée aux services de l'État. Notre volonté de présenter un budget sincère, reflétant cette réalité plutôt que de la dissimuler, nous a conduit à proposer un budget en déséquilibre. La Chambre régionale des comptes a été saisie du dossier et faute d'un budget adopté dans les règles, c'est le Préfet qui a fixé lui-même le budget 2026, par un arrêté daté du 30 juillet.

Ce que ça veut dire

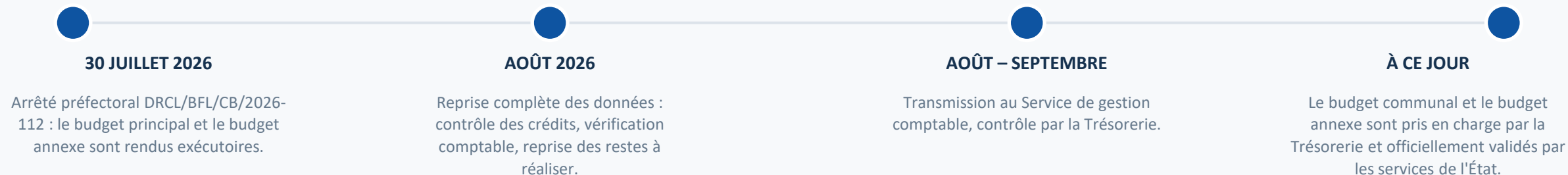
La commune ne pilotait plus son budget elle-même : c'est l'État qui l'a fixé et rendu exécutoire après l'instruction par la Chambre Régionale des Comptes (Mai/Juin 2026). Puis transmission au Préfet.

Depuis le 30 juillet

Toute notre action a consisté à appliquer ce budget arrêté, à le répartir, puis à le faire vivre au jour le jour sans rien minimiser de la situation héritée.

Depuis le 30 juillet 2026

Quatre étapes, du budget arrêté à sa reconnaissance officielle par l'État



En résumé : le budget communal est désormais intégré et reconnu dans la comptabilité de l'État.

Reprendre la main sur le budget

Sécuriser les dépenses, vérifier les crédits, remettre la comptabilité en cohérence

- 1 Contrôle systématique des crédits disponibles avant toute nouvelle dépense.
- 2 Vérification des éléments comptables et reprise des restes à réaliser (RAR).
- 3 Saisie complète dans le logiciel communal, puis transmission à la Trésorerie.
- 4 Validation finale : le budget est désormais reconnu par l'État.

Ce qu'il faut retenir

Le budget 2026 est aujourd'hui validé, suivi et reconnu par les services de l'État, au même titre que celui de toutes les communes de France.

Cette étape marque la fin de la période d'incertitude : la commune dispose désormais d'un cadre certes très limité mais stable pour gérer ses dépenses et ses recettes au jour le jour.

Remettre la comptabilité à jour

Traiter les opérations en attente depuis la reprise du budget

446

factures mandatées et payées

entre le 13 juillet et début septembre 2026

208

titres de recette encaissés

sur la même période

139

factures encore en cours de traitement

début septembre, dans le circuit Chorus

Objectif : retrouver un fonctionnement comptable normal et disposer d'une vision fiable des dépenses et recettes réellement exécutées : chaque paiement est désormais vérifié (facture, contrat, pièces justificatives) avant prise en charge.

Des factures qui devront être reportées à 2027

Malgré nos efforts, certains engagements ne pourront pas être soldés avant la fin de l'exercice

29

factures reportées sur l'exercice 2027

≈ 120 000 €

de dépenses concernées

Ce que nous faisons

Lorsque cela est possible et accepté par le fournisseur, la commune recherche des solutions d'échelonnement permettant de préserver sa trésorerie tout en honorant ses engagements. Un échéancier a notamment été demandé auprès de la société de chauffage.

Reporter ces factures n'est pas les dissimuler : elles sont identifiées, budgétées, et seront intégrées de façon transparente au budget 2027.

Aller chercher les recettes dûes à la commune

CAF, ENEDIS, ATC France, loyers, cantine : chaque recette doit être justifiée, titrée et encaissée

CAF

Déclarations 2025 (définitive) et 2026 (prévisionnelle) réalisées pour sécuriser les participations enfance et périscolaire.

ENEDIS

Régularisation des redevances d'occupation du domaine public pour la période 2020 à 2026.

ATC France

Régularisation des redevances 2022/2023 et 2023/2024 ; les années suivantes restent en attente de pièces.

Loyers & cantine

Rattrapage des loyers communaux restant à percevoir et reprise du suivi des impayés de cantine.

≈ 92 000 €

recettes recherchées et sécurisées depuis la reprise du budget

CAF ≈ 70 766 € (2025-2026) + redevances ENEDIS/ORANGE/ATC 21 187,74 €

Mettre la fiscalité communale en conformité

Application de l'arrêté préfectoral et information des habitants

49,36 %

Taxe foncière bâtie

≈ 1 801 146 € attendus

50,67 %

Taxe foncière non bâtie

≈ 115 782 € attendus

16,93 %

Taxe d'habitation

≈ 34 334 € attendus

Comment se situe Jouarre par rapport aux moyennes ?

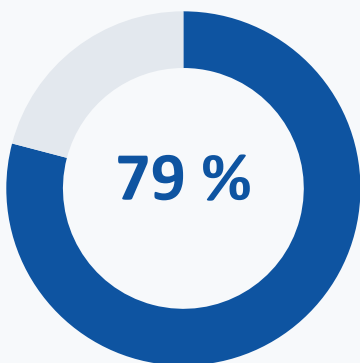
Taxe	Jouarre 2026	Moyenne départementale 2025	Moyenne nationale 2025
Taxe foncière bâtie	49,36 %	46,82 %	39,79 %
Taxe foncière non bâtie	50,67 %	55,27 %	51,19 %
Taxe d'habitation (résidences secondaires)	16,93 %	22,24 %	23,67 %

* Source : état 1259 COM 2026.

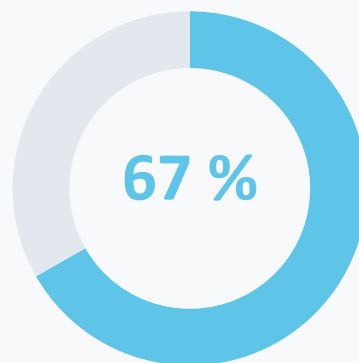
Objectif : une fois la situation stabilisée, engager dès l'exercice 2028 une baisse progressive du taux communal.

Le budget 2026 en un coup d'œil

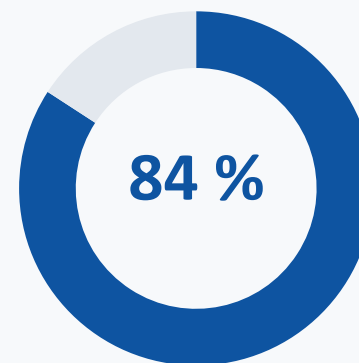
Part du budget déjà réalisée au 14 septembre



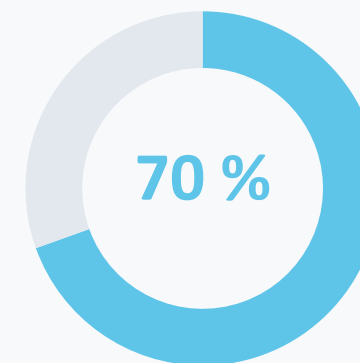
Dépenses de
fonctionnement



Recettes de
fonctionnement



Dépenses
d'investissement



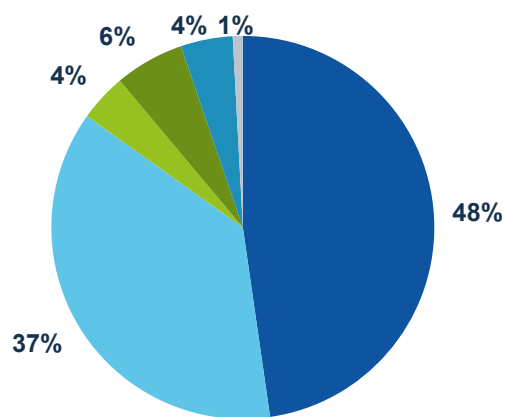
Recettes
d'investissement

Budget de fonctionnement : 4 312 425 € • Budget d'investissement : 696 929 €.

La répartition du budget de fonctionnement

Dépenses et recettes 2026, par grand poste — 4 312 425 €

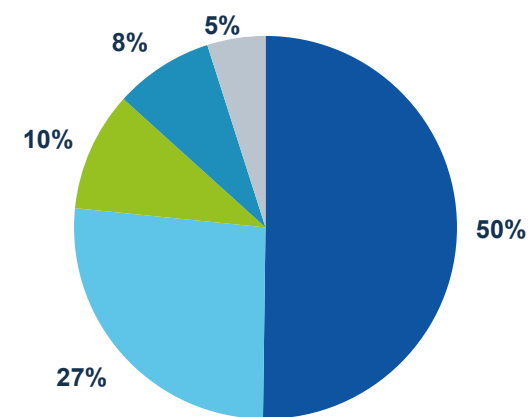
DÉPENSES



- Personnel
- Charges à caractère général
- Virement à la section d'investissement
- Dotations aux amortissements
- Autres charges de gestion courante
- Charges financières, spécifiques et provisions

2 058 000 € · 47,7 %
1 601 947 € · 37,1 %
173 704 € · 4,0 %
252 900 € · 5,9 %
189 360 € · 4,4 %
36 514 € · 0,8 %

RECETTES

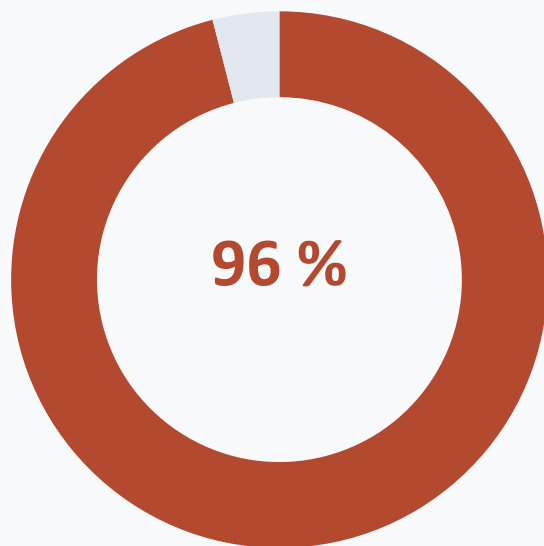


- Fiscalité locale
 - Dotations et participations de l'État
 - Autres impôts, taxes et compensations
 - Produits des services et du domaine
 - Autres produits de gestion courante
- 2 165 319 € · 50,2 %
1 138 124 € · 26,4 %
435 332 € · 10,1 %
361 390 € · 8,4 %
212 260 € · 4,9 %

ÉQUILIBRE • DÉPENSES 4 312 425 € = RECETTES 4 312 425 €

Le point chaud : les charges courantes

Chapitre 011 — Charges à caractère général : 1 601 947 € de budget 2026



déjà réalisé ou engagé

Conséquence : toute nouvelle dépense non indispensable doit être examinée avec prudence jusqu'à la fin de l'exercice.

1 537 632 €

Réalisé / engagé

64 315 €

Disponible

soit 4 % du chapitre restant

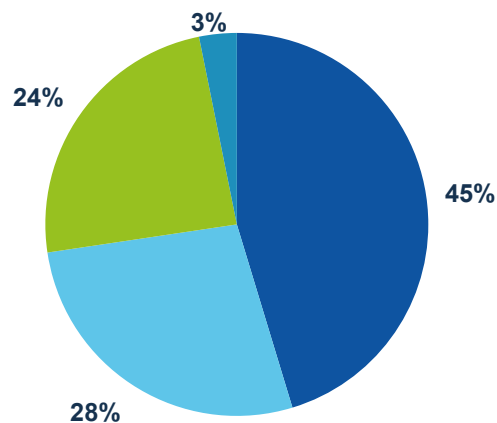
Quelques lignes déjà entièrement consommées ou dépassées

- Entretien des bâtiments publics : 53,94 % (-26 430€)
- Entretien des autres bâtiments : 40,88 % (- 8 584€)
- Maintenance : 3,81 % (-5 372€)
- Études et recherches : 88 % (-3 696€)

La répartition du budget d'investissement

Dépenses et recettes 2026, par grand poste — 696 929 €

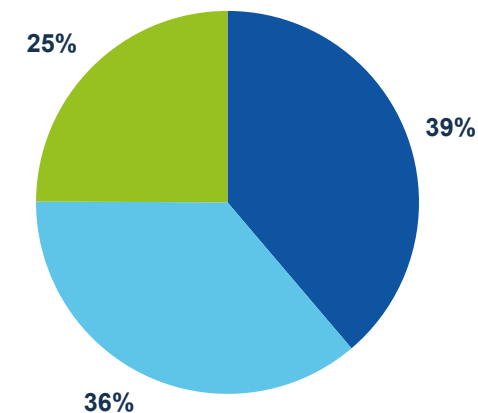
DÉPENSES



- Immobilisations corporelles (travaux, équipements)
- Solde d'exécution 2025 reporté
- Remboursement du capital des emprunts
- Opérations d'ordre (jeux d'écriture)

315 766 € · 45,3 %
190 563 € · 27,3 %
168 500 € · 24,2 %
22 100 € · 3,2 %

RECETTES



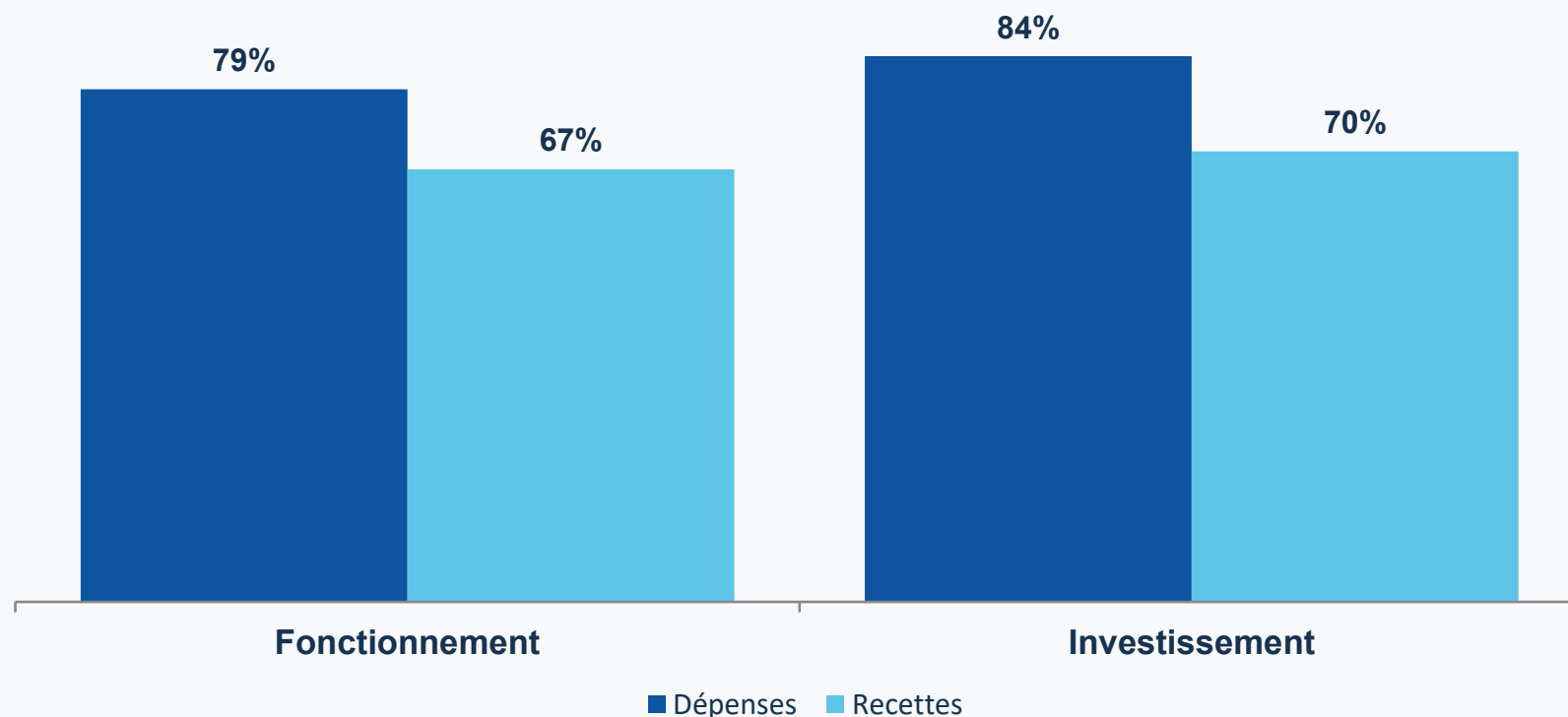
- Dotations, fonds divers et réserves (FCTVA...)
- Opérations d'ordre (amortissements)
- Virement de la section de fonctionnement

270 326 € · 38,8 %
252 900 € · 36,3 %
173 704 € · 24,9 %

ÉQUILIBRE • DÉPENSES 696 929 € = RECETTES 696 929 €

Un écart qui se creuse

Les dépenses avancent plus vite que les recettes : c'est le cœur de notre vigilance



Pourquoi cet écart ?

Une part importante des dépenses 2026 vient de l'intégration de factures impayées des années précédentes : environ 511 000 € de dépenses ont dû être intégrées au budget 2026.

À la reprise en main, le 28 mars 2026, 436 000 € étaient déjà engagés mais non encore payés sur l'année 2026.

Cet écart est donc justifié par l'absorption des dérivés des années précédentes.

Si nous devons payer le fonctionnement des années précédentes, ce n'est pas le cas en ce qui concerne les recettes.

Trois priorités jusqu'au 31 décembre

Sécuriser la fin de l'exercice 2026 — une vigilance qui reste nécessaire

1

Finir de traiter les dépenses en attente

Païement des dépenses régulières et suivi des engagements. Environ 139 factures étaient encore dans Chorus début septembre.

2

Encaisser toutes les recettes dues

Loyers, impayés de cantine, redevances ENEDIS et ATC France, participations CAF : relances et régularisations en cours.
Dotations de l'état...

3

Limitier les nouveaux engagements

Ne retenir que les dépenses indispensables.

L'objectif n'est pas seulement de terminer 2026 : c'est de disposer d'une situation sincère et fiable pour préparer le budget 2027.

Notre méthode de vigilance

Passer d'une gestion de rattrapage à une gestion anticipée



AVANT L'ENGAGEMENT

Vérifier le besoin, les crédits disponibles, le contrat et les financements possibles.



PENDANT L'EXÉCUTION

Suivre les commandes, factures, recettes et pièces justificatives.



CHAQUE MOIS

Actualiser le tableau de bord : payé, encaissé, engagé, disponible, prévision de fin d'année.



AVANT LE BUDGET SUIVANT

Identifier les dépenses récurrentes et ne retenir que des recettes suffisamment certaines.

Objectif : disposer en permanence d'une photographie fiable de la situation financière de la commune ; cette méthode s'appliquera aussi à la préparation du budget 2027.

La même méthode, appliquée à 2027

Transformer le travail de remise en ordre de 2026 en méthode durable

Partir du réel

Construire le budget à partir des dépenses réellement constatées et des engagements connus.

Prévoir avec prudence

Inscrire des recettes suffisamment certaines et éviter les prévisions trop optimistes.

Prioriser

Distinguer l'indispensable, le financé et reporter ce qui peut être différé.

Suivre

Mettre à jour régulièrement dépenses, recettes, engagements et crédits disponibles.

Le budget 2027 devra être construit à partir de ce que la commune peut réellement financer.

Ce qui est protégé pour vous

Une gestion plus rigoureuse, au service des priorités communales

Écoles

Sécurité des équipements entretien des bâtiments et fournitures indispensables.

Enfance

Accueil périscolaire, mercredi et centres de loisirs pendant les vacances.

Voirie

Interventions nécessaires à la sécurité et au maintien en état des voies communales.
Mettre en place à mi-mandat un plan pluriannuel de travaux de voirie

Bâtiments communaux

Sécurité, entretien et fonctionnement des équipements municipaux.

Accueil du public

Maintien des services administratifs indispensables aux habitants.

Sécurité

Traitement prioritaire des dépenses indispensables ou urgentes.

Pour terminer

Une situation encore contrainte, mais désormais mieux connue et davantage pilotée

La situation financière de la commune ne se rétablira pas en quelques semaines.

Depuis l'été 2026, le budget a toutefois été repris, la comptabilité remise à jour, les recettes recherchées, les engagements fiabilisés et les contrôles renforcés.

La commune dispose désormais d'outils permettant de mieux connaître sa situation et de prendre ses décisions sur des données plus fiables.

Notre objectif : retrouver progressivement une gestion financière maîtrisée, transparente et soutenable pour Jouarre.





Merci de votre attention

Échanges avec les habitants

QUESTIONS – ÉCHANGES

La municipalité souhaite que cette réunion permette de présenter la situation de façon claire et de répondre aux interrogations de la population.